

À la marge...

Toutes les organisations syndicales du ministère de la Culture et de la communication dénoncent et combattent depuis plus d'un an la RGPP. **La dénonciation est commune, les actions le sont aussi très souvent, mais cela n'empêche pas qu'à un moment donné, les réactions puissent être différentes.**

L'important c'est que nous luttons tous contre la RGPP, en nous opposant au cabinet de madame Albanel qui ne fait qu'appliquer la politique gouvernementale de monsieur Sarkozy.

Lors de la réunion du 12 mars sur la RGPP, la CFDT, avec d'autres organisations syndicales, a décidé après l'intervention du secrétaire général du ministère, de quitter la réunion. Le communiqué suivant a été envoyé aux agents du ministère :

CFDT / CFTC / FO / UNSA

Encore une réunion de plus en moins

Ce jour le secrétaire général du Ministère de la Culture et de la Communication nous a invité à une réunion de présentation des décrets sur la réorganisation du ministère et les missions des trois directions.

Après une introduction du secrétaire général du ministère, et quelques rares échanges, nos organisations (CFDT / CFTC / FO / UNSA) ont déclaré :

"Vous nous présentez les textes de mise en oeuvre d'une politique **que les agents du ministère, rejettent depuis plus d'un an.** Il s'agit de la **RGPP** dont les conséquences sont la suppression de plusieurs centaines de postes et la réduction budgétaire. Nous avons donc considéré qu'il n'était pas question que nos organisations syndicales soient associées à cette mise en place".

Nous avons décidé de quitter la salle pour informer les agents du ministère.

P.S : Le ministère nous annonce cinq réunions du même type à venir (secrétariat général, direction générale du patrimoine, direction générale de la création artistique, direction générale des médias et des industries culturelles, et enfin une sur le personnel).

Or, nous avons découvert avec consternation le tract daté du 13 mars de nos camarades de Sud-Culture mettant en cause la politique du ministère, mais y ajoutant de façon déplacée une mise en accusation des organisations syndicales qui avaient quitté cette énième inutile réunion de non-concertation et de bavardage.

Que nos camarades jugent utile d'assister jusqu'au bout à ce type de réunion, nous ne le remettons pas en cause (voir ci-dessus notre communiqué). Comme nous le disions, qu'importent les moyens si nos fins sont les mêmes ?

Notre but à tous, signataires ou non du communiqué ci-dessus, est de défendre les agents de ce ministère contre la destruction programmée de missions et d'emplois que porte en elle la RGPP.

Les signataires du communiqué ci-dessus n'ont pas jugé utile, eux, d'écrire que quitter la réunion était le seul moyen « d'assumer leur rôle de représentants du personnel », pour reprendre les termes du tract de Sud. Elles ont constaté que ces réunions ne servent à rien : des dizaines d'heure de face-à-face qui n'aboutissent, au mieux, qu'à de maigres infléchissements ou amendements, « à la marge, histoire [pour l'administration] de se gausser de la réalité du dialogue social », comme l'écrivent eux-mêmes, lucides, nos camarades de Sud dans leur tract !

Camarades, ne nous trompons pas d'adversaire ! notre lutte commune, c'est la défense des intérêts des agents !

Cette lutte, camarades, nous la menons ensemble !